



DECLARATION LIMINAIRE INTERSYNDICALE CGT FINANCES PUBLIQUES et SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES CSA du 15 avril 2025

AGEN, 15 avril 2025

Madame la Directrice,

Nous sommes convoqués ce jour pour le 1^{er} CSA de l'année qui va entériner notamment les suppressions d'emplois pour notre département.

Avant d'aborder ce qui concerne notre département, nous ne pouvons ne pas revenir sur l'actualité au plan national.

En effet, les dernières déclarations en lien avec le contexte actuel ne laissent aucun doute sur une austérité qui s'abat déjà dans des proportions inédites sur le monde du travail, la fonction publique et la DGFIP.

Aujourd'hui plus que jamais, les 550 nouvelles suppressions d'emplois sont pour nous illégitimes et **sonnent comme une véritable provocation alors que 2025 avait été annoncée comme une année blanche en termes de suppressions d'emplois.**

Infondées, à l'heure où la Cour des Comptes souligne que le déficit se creuse du fait d'une contraction conséquente des recettes !

Elles sont inacceptables par des personnels épuisés, démotivés mais qui continuent tant bien que mal de tenir la maison et n'ont droit qu'à quelques mots de félicitations en guise de reconnaissance. Elles vont fragiliser, une fois de plus, une fois encore, une fois de trop, l'exercice de nos missions et accentuer la dégradation des conditions de travail des personnels.

Il est donc pour nous inenvisageable d'être associés de quelque façon que ce soit à ces politiques de réduction des moyens alloués à la DGFIP.

Désormais, qui plus est, ce point est inscrit à l'ordre du jour, au CSAR et dans les CSA locaux, pour simple information comme si la question de l'emploi était désormais devenue un sujet accessoire ou secondaire alors qu'elle est au cœur de toutes nos problématiques. Jusqu'à quand continuera-t-on

d'adapter l'exercice de nos missions aux moyens qu'on nous refuse au nom de l'exemplarité, de la responsabilité, du contexte sanitaire, de la compétitivité, de la stabilité et demain au nom de l'effort de guerre ?

Outre le ridicule d'un Gouvernement qui feint de s'interroger publiquement sur ce que font les différentes administrations, nous n'attendons pas grand-chose de positif des résultats d'une énième revue des dépenses dont les résultats doivent être remis prochainement. Si au moins celle-ci pouvait être enfin l'occasion de mettre en avant la diversité et la richesse des métiers de la DGFIP trop souvent réduite à la partie visible de ses attributions fiscales.

Au plan local se sont donc 4 emplois en moins pour 2025 venant se rajouter aux plus de 170 perdues depuis 2010 !

Ce sont donc encore 4 suppressions de trop !

Aussi, nous tenons par cette déclaration à vous crier notre colère :

- Colère face à une prétendue stabilité dont on sait désormais qu'elle n'est que la continuation de politiques publiques qui affaiblissent depuis des décennies le service public et continuent à être déroulées à la DGFIP contre les agents qui n'en peuvent plus.
- Colère face à une bien curieuse conception du dialogue social aussi bien national que local où l'on nous a assuré d'un attachement à un dialogue social respectueux et constructif. Force est de constater que nous n'avons pas la même définition d'un dialogue social respectueux et constructif.

Est-ce respectueux et constructif de refuser obstinément au CSAR, l'impulsion d'une stratégie nationale pour améliorer la politique de santé, de sécurité et des conditions de travail à la DGFIP et de prendre à la légère les trop nombreux suicides de nos collègues ?

Il n'est en particulier pas entendable que l'administration réfute d'emblée tout lien avec le travail, y compris lorsqu'un événement dramatique se déroule sur le lieu de travail.

Est-ce respectueux et constructif quand nous apprenons sur Ulysse, à l'occasion des vœux, la mise en place possible du concours national à affectation locale suivi d'un GT vide d'informations ?

Est-ce respectueux et constructif d'imposer la fin des mouvements locaux pour les cadres A via une note fin janvier, alors que ce sujet n'était pas à l'ordre du jour du GT ni même des LDG qui ont été présentées en CSAR ? Et de découvrir au final qu'un poste a été proposé au fil de l'eau pour notre département le 4 février dernier sans que les personnels en soient informés ?

Tout le monde ne va pas sur ULYSSE Lot et Garonne tous les jours !

Pour tous ces motifs, les organisations syndicales représentatives du département ne siégeront pas à cette instance en 1ère convocation.